MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
MPCE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA GRAND-ANSE

RAPPORT FINAL DE L'ATELIER PARTICIPATIF DEPARTEMENTAL

Portant sur la Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP)

juin 2007

I- MISE EN CONTEXTE ET METHODOLOGIE.

Devant la montée de la pauvreté dans le monde, les principaux bailleurs de fonds ont choisi, à l'aube du nouveau millénaire, au lieu de continuer à imposer des programmes d'ajustement structurel comme cela se faisait dans les décennies 1980 et 1990, d'accompagner les pays à revenus faibles dans la mise sur pied d'une stratégie de réduction de la pauvreté.

En Haïti, après de nombreuses consultations de la population, un document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté a été élaboré et publié en 2006.

Depuis quelques mois le gouvernement s'est engagé dans la préparation de la version finale du document en s'assurant de la participation de toutes les couches de la population. C'est ainsi que des ateliers départementaux participatifs se sont déroulés à travers le pays en vue d'avoir la contribution des différents secteurs pour déterminer une stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté.

Au niveau du département de la Grand 'Anse, l'atelier départemental a été tenu les 14 et 15 juin 2007 à Jérémie.

1.1 Phase préparatoire

- Tout d'abord, pour s'assurer d'une large participation des secteurs représentatifs devant être impliqués dans le processus participatif, les 14 et 15 juin ont été retenus, après certaines consultations et de concert avec la coordination des directions départementales.

- Une liste des participants invités a été dressée. Elle comprenait : les élus du département (Maires, CASECs et Parlementaires), les organisations paysannes, les organisations des femmes, les organisations socioprofessionnelles, le secteur privé des affaires, les ONG, la Presse, les directions départementales sectorielles, les organismes autonomes, les organisations internationales représentées dans le département telles que MINUSTHA, OMS/OPS, UNOPs et certains notables.

- Une équipe composée de quatre personnes dont le directeur s'assurait de la distribution des lettres d'invitation à travers les douze communes tout en sensibilisant les principaux concernés de la nécessite d'apporter leur contribution dans la formulation d'une stratégie nationale de croissance et de la réduction de la pauvreté.

- La logistique nécessaire telle que la reproduction de documents et la location de certains services étaient préparées pour recevoir un effectif de 140 personnes environ.

- Le programme de l'atelier a été élaboré en fonction de toutes les activités a couvrir pendant les deux journées de travail.

1.2 Phase exécutoire

Le premier jour des ateliers, aux environs de 8 heures jusqu'à 9 heures 15, les participants se sont présentés et se sont fait enregistrer sur une liste préparée à cette fin. Les mots de bienvenue qui ont été prononcés par le Directeur Départemental de l'Economie et des Finances, Monsieur Bertrand Séjour.

A 9 heures 25, le Délégué Départemental, Monsieur Christin JOSSAINT prononça ses propos de circonstance. Il a en essence demandé aux participants, au nom du gouvernement de la République, d'apporter leur compétence et leur connaissance du milieu dans le processus d'élaboration du document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté en Haïti.

Après l'allocation du Délégué Joassaint, les participants se sont présentés en mentionnant leur nom et prénom et l'institution qu'ils représentent.

La mise en contexte a été faite par le Directeur Départemental de la Planification. Monsieur Macul DESPIERRE expose de questions portant, entre autres, sur ce qui va arriver après l'ensemble de ces consultations.

Quelques vingt minutes après la pause café, ce fut le tour de M. Frantz BASTIEN, chargé de mission du MPCE de présenter le profil départemental de la pauvreté. L'intervenant, après avoir décrit la situation des populations des communes en terme d'accessibilité aux services sociaux de base : éducation, santé, eau potable et assainissement, présente le classement de chaque commune aux niveaux départemental et national. Ces informations tirées de la Carte de Pauvreté d'Haïti qui a été élaboré par le MPCE en 2004, montrent que la Grand' Anse est dans une situation alarmante de déficit en services de base. En effet Les données ont montré que neuf (9) communes sur douze (12) soit 75% sont classées dans les catégories très faibles et faibles en terme d'accessibilité aux services. Ce département a enregistré trois (3) communes sur douze (12) (Jérémie et Beaumont, notamment) soit 25% dans la catégorie modérément faible

Après avoir répondu à un ensemble de questions relatives au classement des communes, Monsieur BASTIEN a invité les participants à débattre du classement en atelier et de proposer ce qui devrait être fait pour améliorer l'accessibilité des populations aux services sociaux de base.

Avant le déjeuné, le Directeur Départemental, M. M. DESPIIERRE a présenté le diagnostic départemental. Il a notamment mis l'accent sur les potentialités et atouts du département pour arriver à la croissance et les contraintes majeures qui entravent le développement de la zone, Notamment, il a invité les participants à apporter une stratégie capable d'augmenter la production départementale.

Chapitre II- <u>Organisation des Ateliers et Thèmes Abordés.</u>

Deux groupes ont été constitués pour les travaux en atelier :

1) <u>Le Groupe du Diagnostic socio-économique</u>

Au total, 120 personnes ont pris part aux différents ateliers et chaque personne a reçu une documentation liée au sujet traité dans son sous-groupe.

Les participants dans chaque groupe et sous-groupe de travail avaient fait choix, par consensus, d'un modérateur qui était chargé de gérer les temps de parole et les séances et également d'un rapporteur qui avait pour mandat de noter et d'enregistrer les résultats consensuels des discussions et de rédiger les rapports des sous-groupes et groupes de travail.

Le groupe était divisé en 4 sous-groupes. Et dans chaque sous-groupe on devait choisir un modérateur et un rapporteur

1) Un sous-groupe qui devait réfléchi sur les potentialités et atouts du département. Ce sous-atelier regroupait 18 participants.
2) Un sous-groupe sur les contraintes au développement de la Grand' Anse et regroupait 14 personnes.
3) Un sous-groupe sur les axes d'interventions prioritaires à entreprendre et réunissait 18 personnes.
4) pour le dernier sous-groupe, une décision consensuelle a voulu que 50 personnes choisies dans les 3 sous-groupes sus-cités devaient ensemble réfléchir sur les actions prioritaires.

2) <u>Le Groupe de Diagnostic de la Pauvreté</u>

Le deuxième groupe travaillait sur le diagnostic de la pauvreté comptait 60 personnes reparties à travers les sous-groupes suivants :

1) le sous-groupe '' l'accès aux soins de santé'' qui réunissait de 20 personnes.
2) Celui de '' l'accès à l'éducation de base'' réunissant 25 participants
3) Une troisième sur l'accès réunissant 15 participants.

Compte tenu des aspects liés entre l'eau et l'assainissement, ce sont les mêmes participants du groupe Accès à l'eau potable qui ont travaillé sur l'assainissement

A coté de ces 8 sous-groupes formant les deux grands ateliers, les femmes issues des organisations invitées à participer à l'atelier départemental participatif devaient réfléchir sur le rôle de la femme dans la réduction de la pauvreté. Le nombre de participants à cet atelier était chiffré à 10 personnes.

Les rapports de chaque sous-groupe de l'atelier sur le diagnostic de la pauvreté ont été discutés du grand groupe du diagnostic socio-économique, leurs rapports ont été examinés au niveau du grand groupe avant d'être présentés en plénières

II.2- Les Principales Questions Evoquées et Points de Vue des Participants

Les principales questions qui ont été évoquées sont liées aux deux grandes composantes du document. Tout d'abord les participants se demandaient ce qui devrait être fait, d'une part, pour augmenter la production au niveau du département et d'autre part réduire la pauvreté.

Pour la Grand' Anse, les participants de l'atelier de croissance identifiaient les différents atouts et potentialités du département. On les retrouve dans l'agriculture (possibilité de produire en grande quantité du cacao, du fruit et des vivres alimentaires), la pêche, l'élevage, le tourisme et l'environnement (plage, Pic Macaya, couverture végétale).

Cependant les contraintes au développement sont nombreuses. Pour la Grand' Anse, les principales demeurent : l'enclavement du département et l'incapacité de l'EDH à fournir de l'électricité.

Selon un grand nombre de participants, les problèmes sont déjà connus de tous car la population est souvent consultée mais le problème est que peu d'action ont été posées, ce qui a placé le département de la Grand' Anse dans une situation socio-économique très précaire.

Les participants ont mis l'accent sur la faiblesse des ressources de l'Etat qui constitue un handicap majeur à l'offre de services. A coté de cette contrainte d'ordre financier, ils ont dénoncé la faiblesse de la gouvernance et du clientélisme de certaines institutions qui empêchent a la population de bénéficier de certains services.

II.3 Evaluation de la satisfaction des participants

Quand a l'analyse des questionnaires de guide de participation, nous découvrons que dans l'ensemble les participants aux deux journées d'ateliers sont relativement satisfaits. D'aucun affichent une note de satisfaction assez fort 7 et 8, quant aux différentes activités, d'autres agréablement impressionnées par le niveau d'organisation de l'atelier, la qualité des présentations des représentativités dans la richesse des échanges.

II.4-L'impact des consultations dans l'élaboration du DSNCRP

1. Quantité très appréciable des participants (120 participants).
2. Niveau de représentatives des communes (?/10).
3. Diversité des catégories de participants (Sénateurs, Députés, Maires, CASEC, Société Civile)
4. Manifestation d'une disponibilité à continuer dans le processus

De l'avis des participants les principaux point d'accrochement au développement de la Grand' Anse

1. Enclavement du département
2. Problèmes énergétiques
3. Grand' Anse a été traité en parent pauvre
4. Problème de gouvernance locale

II.5-L'examen du rôle de la société civile dans le suivi et la mise en œuvre du DSNCRP

Les organisations de la société civile sont appelées à jouer un rôle très important dans le suivi et la mise en œuvre du DSNCRP. Etant donné qu'elles sont en grande partie des prestataires de services, elles ont besoin de se structurer, de s'équiper et de former leurs membres pour offrir à la population des services de qualité.

Certaines organisations de la société civile vont se positionner pour mieux défendre leurs intérêts et peut être, ceux de la population autre dit, elles pourraient avoir à la fois un comportement de juges et de parties. Il revient aux autorités locales et centrales de veiller aux intérêts de la majorité.

II.6- Désignation des Représentants au Forum National

Le temps qui était imparti aux différentes activités de la journée n'était pas suffisant pour arriver a designer, de manière démocratique, les représentants du département au Forum National.

Le choix de ces personnes sera confié à l'association des maires, la plate forme de la société civiles et à l'association des CASECs. Ces différentes associations transmettront à la Direction Départementale de la planification les noms et prénoms de leur représentant.

III COMMENTAIRES

Dans l'ensemble le processus participatif mis en place pour arriver au résultat des deux journées ateliers a été une réussite au niveau de Jérémie. Il a permis aux différentes parties prenantes au processus participatif de se rencontrer et de partager librement leur point de vue. C'est un exercice qui peut être utile à la démocratie et à la cohésion sociale si nécessaire pour lutter contre la pauvreté. Toutefois, la réalisation de l'atelier départemental participatif de la Grand' Anse nous a permis de tirer certaines leçons et de faire une recommandation.

En ce qui a trait aux leçons à tirer, la première est qu'on est arrivé à l'évidence que Grand' Anse est effectivement enclavée. Le déplacement des participants pour l'atelier a été relativement coûteux. Il n'existe pas au niveau du département de routes praticables en tout temps pour l'émergence et le développement du transport en commun. Un participant devrait payer un montant allant de 250 à 1000 gourdes la course d'un taxi-moto pour sortir d'une section communale et venir à Jérémie. Ainsi beaucoup de

participants étaient obligés de se déplacer la veille de parvenir à participer à l'atelier et de retourner chez eux le lendemain de la deuxième journée.

La deuxième leçon est l'intérêt manifesté par les parties prenantes à ce processus. Les différents participants souhaitent avoir de telles rencontres de manière plus fréquentes. Certains souhaitent que ces consultations aient lieu au niveau des sections communales pour mieux saisir la complexité de la pauvreté au niveau du département puisque la majeure partie de la population se concentre en milieu rural.

A ce titre de recommandation, afin d'avoir un meilleur accompagnement des leaders locaux dans le processus, une campagne de formation à leur intention est nécessaire, car la plupart de ces responsables ont besoin de bien comprendre leurs droits et leurs devoirs, de discerner le fonctionnement des différents pouvoirs et de certaines entités du gouvernement et de la société civile. D'ailleurs les élus particulièrement sont des responsables, des leaders qui peuvent influencer le comportement des autres, la prise en charge de leur formation peut être d'une contribution à la démocratie naissante, à la stabilité des institutions et à la paix sociale. Ils seront donc mieux armés pour remplir les différentes fonctions qui leur sont assignées.

Dans l'ensemble, le processus participatif mis en place pour arriver au résultat des deux journées ateliers a été une réussite au niveau de Jérémie. Il a permis aux différentes parties prenantes au processus participatif de se rencontrer et de partager librement leur point de vue. C'est un exercice qui peut être utile à la démocratie et à la cohésion sociale si nécessaire pour lutter contre la pauvreté.

4- Annexes I

4.1- Rapport du Groupe I : Diagnostic Socio-économique Département

4.1.1 Les atouts et potentialités du département de la Grand' Anse.

Les participants ont confirmé les principales données de l'atelier sur les atouts et potentialités tout en ayant soin de faire certains ajouts. Il s'agit de :

L'AGRICULTURE

- la forte potentialité pour la production des denrées d'exportation telles : le café, le cacao et les vivres alimentaires.

-L'énormité des ressources fruitières : agrumes, grenadines, grenadias….

-Nombreuses ressources hydriques avec plusieurs grandes rivières ayant la potentialité d'irriguer et de fournir de l'énergie électrique.

-différentes à micro climat qui constituent un atout pour le développement de divers cultures.

-le secteur agricole fonctionnant de façon naturelle ou organique

La Pêche

Neuf communes sur douze dans la Grand' Anse sont côtières. Sans négliger les activités de pêche dans les communes des Abricots, de Bonbon, des Roseaux et de Jérémie, les participants ont confirmé l'existence de deux grandes zones de pêche

-la zone des Irois-Anse d'Hainault-Dame Marie riches en poissons, lambis, homard….

-l'axe Corail-Pestel pourvu de lambis et de poissons

Le Tourisme

La Grand' Anse offre un potentiel touristique énorme :

- plus de 100 kilomètres de cote avec un important plateau continental.

-de nombreuses et belles plages.

- la relative couverture végétale en des points tels : Pic Macaya, Dame Marie, Chambellan, Pestel…est très favorable à l'éclosion du tourisme écologique. On y relève de très belles vues panoramiques.

-le Pic Macaya : réserves forestières du pays. Il y a des plantes rares et des animaux endogènes (comme le rat au nez long).

-la Grand' Anse est riche en souvenir tainos. On y dénombre 31 grottes dont celle de Dame-Marie et des Abricots. La plus importante grotte connue jusqu'à date est celle de Marie Gauvin à Chambellan.

-les eaux thermales du coté des Irois.

- les sites telles que :

a) le Fort Marfranc qui domine la ville de Jérémie

b) l'Habitation Latibolière où naquit l'illustre écrivain français Alexandre Dumas père ; il était le fils d'un général français et d'une négresse de Saint-Domingue.

L'Artisanat

Actuellement l'artisanat est de type utilitaire : bambou, pite et latanier en constituent les principaux intrants. Cependant, avec l'émergence des activités touristiques dans le département, l'artisanat pourrait passer de type utilitaire au type touristique. Il faut qu'il soit structuré dans programme global de développement.

Les Ajouts

-La Grand' Anse peut développer l'élevage de poule, de porc et de cabris.

-Le charbon naturel qu'on utilise dans les Barbecues

-L'existence d'intrants pour les larmes de vitre

-L'existence de mines de pétrole à Massanga (Léon, Jérémie)

4.1.2-Les Contraintes au Développement.

a) La plus grande contrainte liée au développement de la Grand' Anse relevé du mauvais état des infrastructures de support à la production.

-mauvais état du réseau routier (pour ne pas parler de l'enclavement du département)

- incapacité de l'EDH à fournir de l'électricité avec ses centrales thermiques, ce qui affecte négativement la transformation et la conservation de certains produits.

b) la faiblesse de l'investissement et de l'encadrement technique dans le secteur agricole.

c) la faiblesse du system éducatif

d) l'absence de lutte contre les ravageurs et les maladies des animaux et des plantes.

e) la faiblesse de la médecine préventive et la précarité du système de santé publique

f) la faiblesse institutionnelle des structures déconcentrées de l'état et l'absence d'un budget effectif au département réduisent considérablement la capacité d'intervention.

g) la lenteur prise pour accoucher le cadre légal de la décentralisation constitue un handicape majeur au processus du développement.

Les Ajouts :

-Le manque de soutien à la recherche

-Le manque d'écoles professionnelles

- Le non aménagement des ports

-La non interconnexion des routes

-L'impraticabilité de l'aviation de Dame-Marie

4.1.3- Les Axes Stratégiques d'Intervention

L'analyse des résultats des différents travaux d'atelier et l'identification des potentiels du milieu révèlent que tout processus de développement de la Grand' Anse doit passer par :

-la dynamisation du secteur agricole.

-l'exploitation des potentiels touristique

-l'exploitation des potentiels halieutiques

-la protection de l'environnement

4.1.4- Les Actions Prioritaires

Les actions prioritaires à entreprendre sont les suivantes :

A- Dans l'Agriculture

-La régénération des plantations de café et de cacao.

-La réhabilitation des routes intercommunales et la percée de nouvelles voies aboutissant aux principales zones de production et centre de commercialisation.

- La protection des cultures contre les pestes.

-La construction de moyen de stockage

-La protection des Bassins Versants par le reboisement et l'utilisation des structures mécaniques ou de moyens biologiques.

-Le renforcement des associations et coopératives agricoles afin de contrôler les circuits de commercialisation et d'accès au crédit.

-Le zonage agricole du département

-La recherche de nouveaux débouchés commerciaux

-La construction de système d'irrigation

-L'encadrement technique adéquat

B- <u>Dans le Tourisme</u>

-La réhabilitation de l'aviation de Jérémie et du piste d'atterrissage de Dame-Marie.

-L'établissement d'un réseau routier, maritime et touristique en fonction de la position géographique des divers attraits et de la topographie du département.

-La construction des tronçons Jérémie-Cayes, Jérémie-Tiburon, et Jérémie-Miragoane devant boucler la péninsule du Sud.

-La réalisation de la percée Abricots-Dame-Marie

-La réhabilitation des différents ports du département et l'Implantation des ports de plaisance aux Irois, à Petite Rivière de Dame Marie et à Grande Cayemite

-La réhabilitation des sites historiques.

-La protection et la mise en valeur des sites naturelles.

-L'implantation de petites auberges intégrées au milieu

-L'électrification des douze communes du département

C- **<u>Dans le Domaine de la Pêche</u>**

-Formation des pêcheurs

-Mise en place de nouvelles chambres froides pour la conservation des fruits de mer dans les communes d'intérêt

-Approvisionnement sur place en matériels de pêche et recherche de nouveaux débouchés

-Construction de piste d'atterrissage pour produits frais

-Réalisation des études de détail sur l'exploitation des potentiels halieutiques.

D- <u>Dans le Domaine de l'Environnement</u>

-Protection et gestion du Parc Macaya

-Création de forets énergétiques en combinaison avec des bois précieux dans les communes surexploitées.

-Combinaison arbres-structures mécaniques en vue de contrôler l'impact de l'érosion sur le milieu marin (Anse d'Hainault, Irois, Corail…notamment)

-Plantation et gestion d'arbres fruitiers et de bois d'œuvre en amont des versants surplombant les villes de Jérémie, des Abricots, de Bonbon, de L'Anse d'Hainault, des Roseaux, de Corail, de Pestel…, parallèlement à des travaux de drainage en aval.

-Protection de la flore et de la faune endémique

ANNEXE II

4.2- Rapport du Groupe II : Diagnostic sur la Pauvreté

4.2.1 La Santé

Pour améliorer l'accès de la population aux soins de santé, les participants ont fait les recommandations suivantes :

-Augmentation de la couverture sanitaire du département en établissant un système de soins par niveau selon les normes établies (dispensaires pour certains endroits, centres de santé à lits ou sans lits, hôpitaux pour d'autres)

- Formation et nomination d'un nombre suffisant de médecins dans les centres de santé et les hôpitaux.

-Formation au profit des matrones et des agents de santé.

-Promotion de la santé préventive.

-Création de pharmacies communautaires.

-Mobilisation et sensibilisation des jeunes contres les IST dont le VIH-SIDA

-Fourniture de soins de santé gratuits aux femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans.

-Fourniture gratuite de services de consultation, de laboratoire et de radiographie aux plus vulnérables.

4.2.2- L'Education

Les principales propositions liées aux problèmes identifiés dans l'éducation sont les suivantes :

-La construction et/ou l'achèvement de bâtiments scolaires.

-La nomination d'instituteurs et/ou de directeurs ou bon nombre d'écoles nationales.

-Implantation d'autres écoles nationales où la demande est très élevée au niveau des sections communales.

-La dotation des établissements en mobiliers et matériels didactiques.

-La mise en place d'un système de sécurité sociale pour les professionnels de l'éducation.

-La création de centres de formation de qualité pour les instituteurs.

-Appui aux écoles non publiques.

4.2.3- L'eau Potable

Les participants soutiennent les propositions suivantes pour améliorer l'accès de la population à l'eau potable :

-La création des réseaux de distribution d'eau dans les communes par des systèmes adaptés aux besoins.

-L'accès de la population aux matériels appropriés de traitement de l'eau.

-La création de structures de protection des systèmes d'adduction d'eau potable.

- Le reboisement et la protection de l'environnement des sources et systèmes d'adduction existant ou à créer.

-La formation et l'implication des cadres locaux dans un bon système de gestion de l'eau.

-Plaidoirie pour le vote d'un cadre légal sur l'exploitation des ressources en eau.

4.2.4-L'assainissement

Les problèmes identifiés ont porté les participants à faire les propositions suivantes:

-Collecte régulière des ordures et création de sites de transformation en déchets organiques.

-Canalisation et nettoyage de façon régulière des égouts.

-Campagne de sensibilisation sur les méthodes d'hygiène et d'assainissement.

-Sensibilisation pour l'application de bonnes méthodes de défécation humaine.

-Construction de latrines semi modernes selon les zones.

Tableau I

Répartition du nombre de participants par commune pendant les deux jours.

Communes	1er Jour	2ème Jour
Jérémie	63	67
Bonbon	5	5
Abricots	9	8
Moron	6	6
Chambellan	5	5

Anse d'Hainault	6	6
Dame-Marie	7	7
Les Irois	-	1
Corail	10	10
Pestel	9	9
Roseaux	1	1
Beaumont	1	2
Total	**122**	**127**

Tableau II

Répartition des Maires et CASECs participant selon les communes

	Maires		**CASECs**	
Communes	**1er Jour**	**2ème Jour**	**1er Jour**	**2ème Jour**
Jérémie	1	-	9	9
Bonbon	1	1	1	1
Abricots	1	-	5	5
Moron	1	1	3	3
Chambellan	1	1	2	2
Anse d'Hainault	1	1	4	4
Dame-Marie	1	1	5	5
Les Irois	-	1	-	1
Corail	1	1	7	7
Pestel	1	1	6	6
Roseaux	-	-	-	-
Beaumont	-	-	-	1
Total	**9**	**7**	**42**	**44**

Tableau III

Répartition des participants de l'atelier sur le diagnostic départemental.

Diagnostic Départemental	**Nombre de Participants**
Atouts et Potentialités	18
Contraintes au Développement	14
Axes Stratégiques	9
Actions Prioritaires	9
Total	**50**

Tableau IV

Répartition des participants de l'atelier sur le diagnostic de la pauvreté.

Diagnostic de la Pauvreté	Nombre de Participants
Accès à l'Education	25
Accès à la Santé	20
Accès à l'Eau Potable	15
Accès à l'Assainissement	14
Total	**74**